

A quoi ressemble l'Inde « émergente » ?

Rathin Roy*

3/1/2015

* Rathin Roy est Directeur et Administrateur général de l'Institut National des Finances et des Politiques publiques (NIPFP) à New Delhi, Inde.

Introduction

Toute tentative de définition d'une économie émergente semble converger autour d'un point unique, le fait qu'elle "émerge". La question intéressante qui peut se poser est la suivante : comment peut-on dire dans ce contexte que l'Inde a « émergé » ? Et comme corollaire : de quoi l'Inde a-t-elle émergé, au juste ?

Ces tentatives de définition d'une économie ont des conséquences sur la diplomatie économique et politique, la perception du reste du monde concernant ces économies évoluant au cours du temps. Elles peuvent également agir en tant que catalyseur au sein de l'économie en question pour évaluer les cadres de sa politique macroéconomique et accélérer le processus de réforme, qui peut favoriser la croissance dans un premier temps, et le développement à plus long terme.

Les caractéristiques de l'émergence peuvent être semblables pour de grandes économies comme l'Inde, à une certaine période de leur histoire économique. Ainsi, toute économie contemporaine ayant une démographie excédant 100 millions d'habitants, une superficie et un littoral d'une certaine ampleur, peut prétendre au qualificatif d'« émergent ». Ceci s'applique aux Etats-Unis et au Japon. On peut soutenir que le Brésil a émergé il y a au moins 50 ans au regard de certaines caractéristiques, mais pas toutes. A l'avenir, le Nigéria ou l'Iran pourront être considérés comme des économies émergentes.

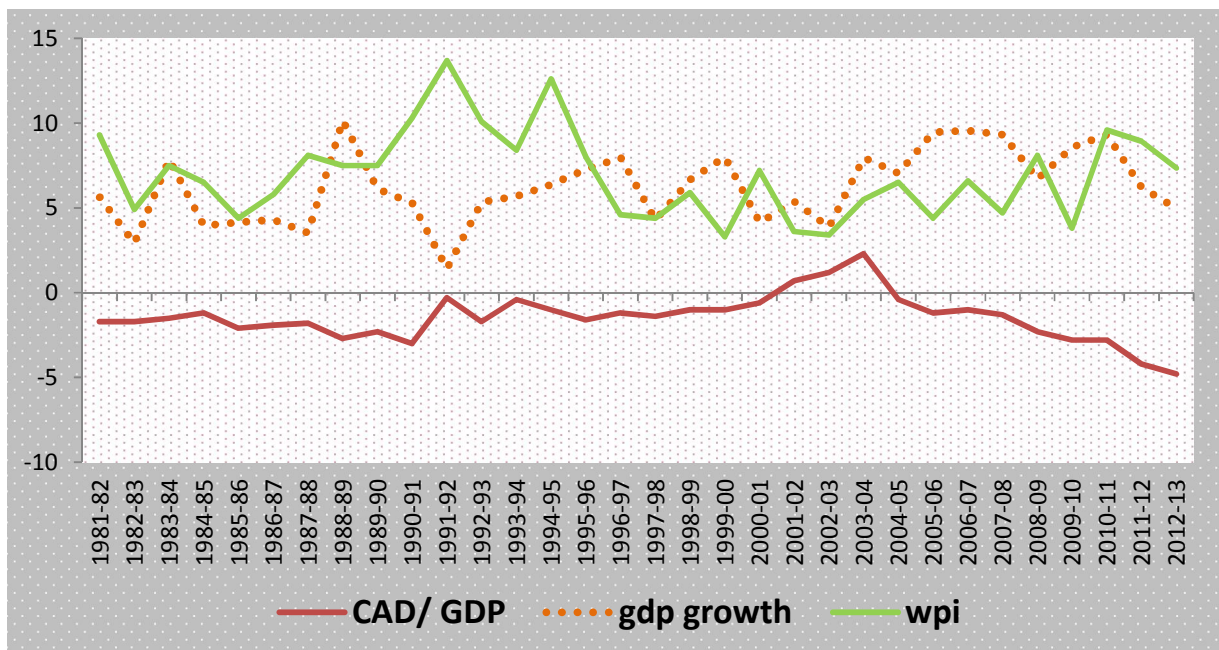
Les économies émergentes n'ont pas automatiquement un impact sur leur voisinage. L'émergence du Brésil et des Etats-Unis n'a pas eu d'impact significatif sur leurs pays limitrophes. De la même manière, l'essor du Japon n'a pas eu d'impact sur le sort de l'Asie pendant longtemps. L'aspect le plus important d'une économie émergente est d'être considérée comme une catégorie d'actifs par les marchés et les investisseurs mondiaux. La mesure dans laquelle cela a un impact sur l'économie concernée dépend de sa taille et son ouverture. Ainsi, l'Inde est relativement (bien qu'elle soit loin de l'être complètement) isolée des perceptions normatives échéant aux catégories d'actifs, à la différence, par exemple, de la Corée du Sud.

Cependant, les économies émergentes peuvent assécher l'investissement dans d'autres pays en voie de développement. Une priorité politique pour les pays en voie de développement et émergents, tels que l'Inde et le Brésil, serait de contrebalancer cette tendance par la concertation avec d'autres économies et en plaidant en faveur d'une approche plus cohérente, comprenant le recours à des tribunes internationales, telles que le G20.

Dans cet exposé nous examinons quelques-unes des caractéristiques importantes de *l'émergence* de l'Inde.

L'émergence macroéconomique de l'Inde

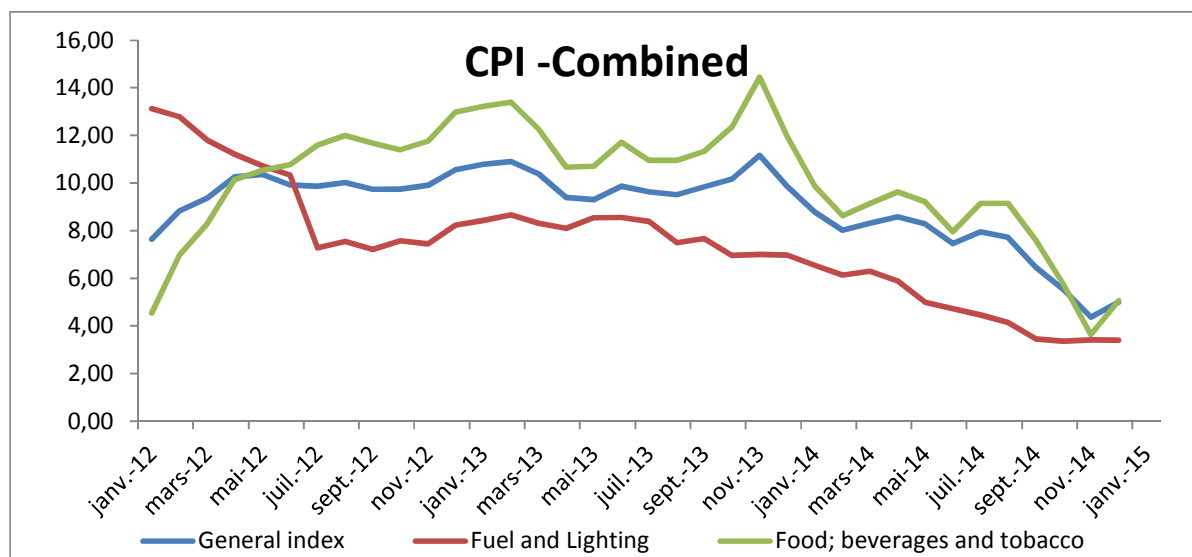
La croissance de l'économie indienne dans les années 1980s était décrite avec dérision comme étant marquée par le taux de croissance « hindou », qui tournait aux alentours de 3,5%. Il fallut une grave crise de réserve de change en 1991 pour que le gouvernement introduise une série de réformes politiques majeures. Ces réformes ont permis de stabiliser le déficit courant et l'inflation et d'assurer un taux de croissance supérieure à 5%. Par la suite, des réformes entreprises en 2001-2002 ont poussé la croissance de l'Inde à des niveaux comparables à ceux de la Chine, tout en modérant l'inflation. Cependant, l'aggravation du déficit courant a imposé une gestion prudente du taux de change, bien que la crise de 1991 ne se soit pas reproduite, du fait de la capacité de l'Inde à financer l'accroissement de son déficit courant en attirant des investissements étrangers. Ainsi aujourd'hui l'Inde est-elle une économie émergente avec un taux de croissance supérieur à celui de la Chine cette année, avec une inflation modérée mais volatile, et un déficit courant stable.



Graph I. Aperçu macroéconomique. (CAD= déficit courant; wpi= Indice des prix de gros)

L'inflation dans l'économie indienne est restée modérée de manière constante jusqu'à la crise des années 2009-2010, qui suscita une forte montée de l'inflation. Ceci pose un vrai défi de politique publique. Dans les économies émergentes, les taux directeurs fixés par la Banque Centrale sont le principal outil de lutte contre l'inflation. Ces taux directeurs sont augmentés lorsque l'anticipation d'inflation est très élevée, et réduits dans le cas inverse. L'hypothèse sous-jacente est que dans un tel scénario, les entreprises et les ménages réduisent leurs emprunts pour faire face à des taux d'intérêt élevés, et vice-versa, ce qui fait baisser la demande globale et maintient l'équilibre offre et demande, menant ainsi à la stabilisation du niveau général des prix. Cependant, la situation peut être compliquée dans une économie émergente telle que l'Inde. Comme démontré ci-dessous (voir Graphe II), l'inflation élevée de la période récente s'explique

essentiellement par le niveau élevé du prix des hydrocarbures, conséquence de la flambée des prix internationaux du pétrole et du charbon. L'Inde, qui importe ces deux sources d'énergie, n'a aucun contrôle sur leur prix, qui ne sont par ailleurs que peu affectés par les changements de taux d'intérêt. L'autre élément contribuant à l'inflation en Inde est le prix des denrées alimentaires, qui sont très élevés (voir Graphe II).

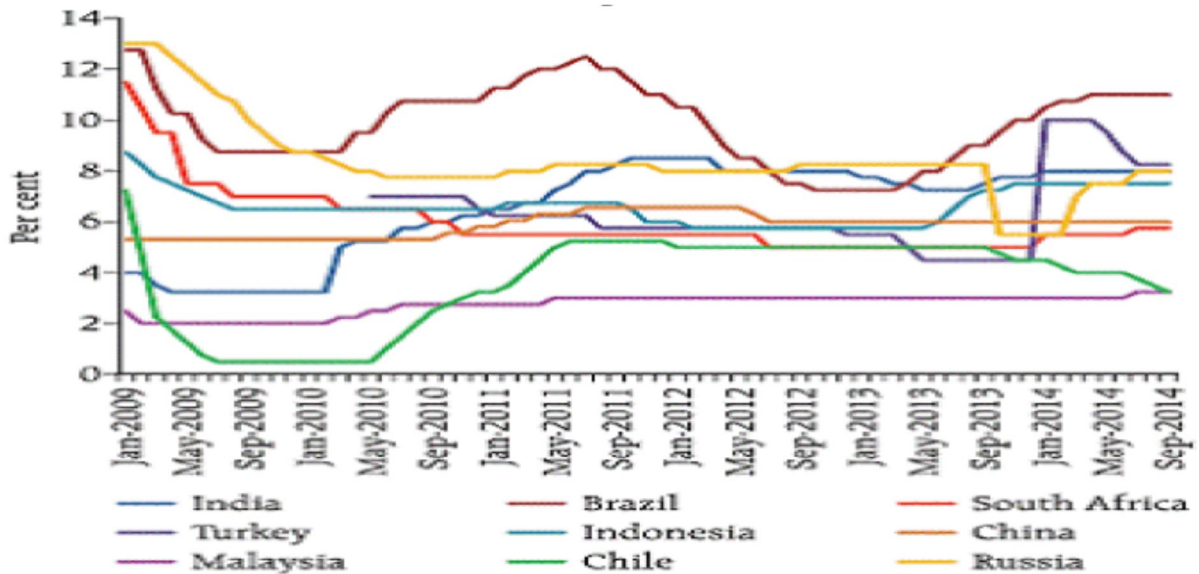


Graphe II. Inflation basée sur l'indice des prix à la consommation (CPI/IPC)

Les changements de taux d'intérêt ont un effet de premier ordre limité sur les prix, un phénomène courant dans nombre d'économies en voie de développement. Ainsi, bien que l'Inde soit une économie émergente, l'impact des outils traditionnels de contrôle de l'inflation est imprévisible, car l'Inde, tout comme d'autres économies en voie de développement, montre des tendances inflationnistes liées à l'offre. Ce problème est aggravé par le fait que les prix des denrées alimentaires et des hydrocarbures sont gérés et contrôlés par des systèmes de subventions. Ainsi, toute tentative d'établir un prix intermédiaire à intervalles réguliers se heurte à des résistances politiques. Les variations de prix tendent donc à être occasionnelles, ce qui rend l'inflation plus volatile. Il y a ici une leçon intéressante: les économies émergentes qui sont également des économies en voie de développement maintiennent des caractéristiques structurelles qui rendent imprévisibles les résultats et les conséquences de l'application directe des outils de politique publique.

Les taux d'intérêt en Inde ont suivi une trajectoire intéressante. Leurs niveaux ont été généralement supérieurs à ceux des économies émergentes pauvres en ressources (à la différence de l'Inde), telle la Turquie et la Malaisie (voir Graphe III). Pour autant, ceux-ci ont eu tendance à baisser jusqu'en septembre 2013 où une brève spéculation sur la dépréciation de la roupie indienne imposa une forte hausse. Depuis cet épisode, il est devenu difficile de baisser les taux à nouveau car les attentes inflationnistes continuent à prendre le pas sur la politique des taux d'intérêt. Ceci démontre que les acteurs des économies émergentes tendent à former leurs

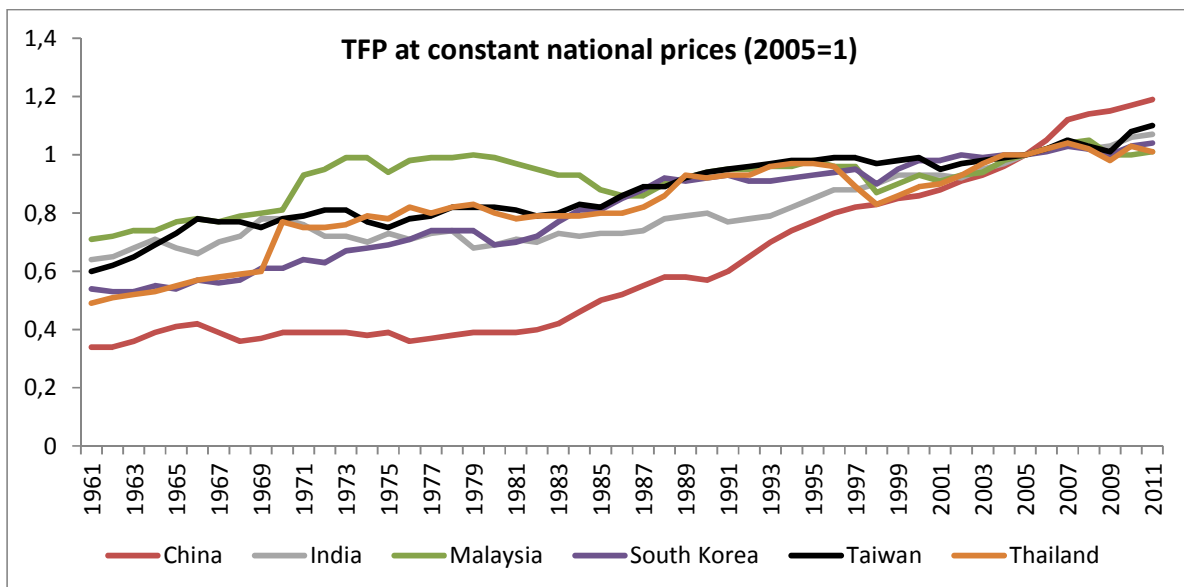
analyses sur une évaluation de plus en plus rétrospective de ces questions. Des périodes relativement courtes de forte inflation ont un effet assez prolongé sur les anticipations.



Graphe III. Evolution comparée des taux d'intérêt parmi les économies émergentes.

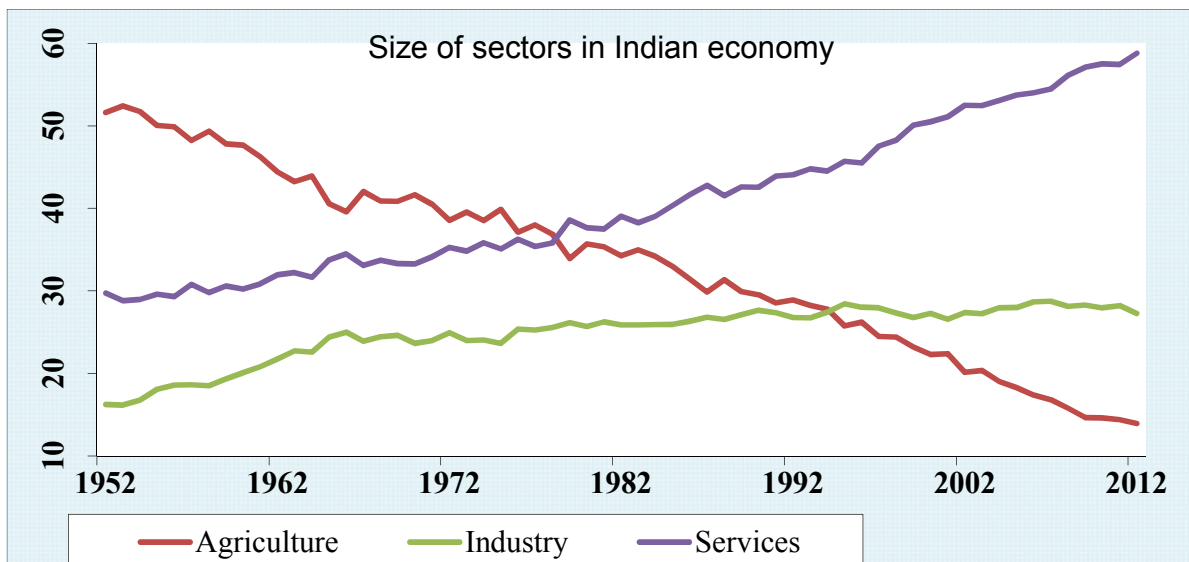
Le scénario structurel

Qu'est-ce que cela implique pour l'économie indienne, en terme de changements structurels ? Un regard comparatif sur la Productivité Globale des Facteurs (PGF) offre un éclairage intéressant sur cette question (Graphe IV).



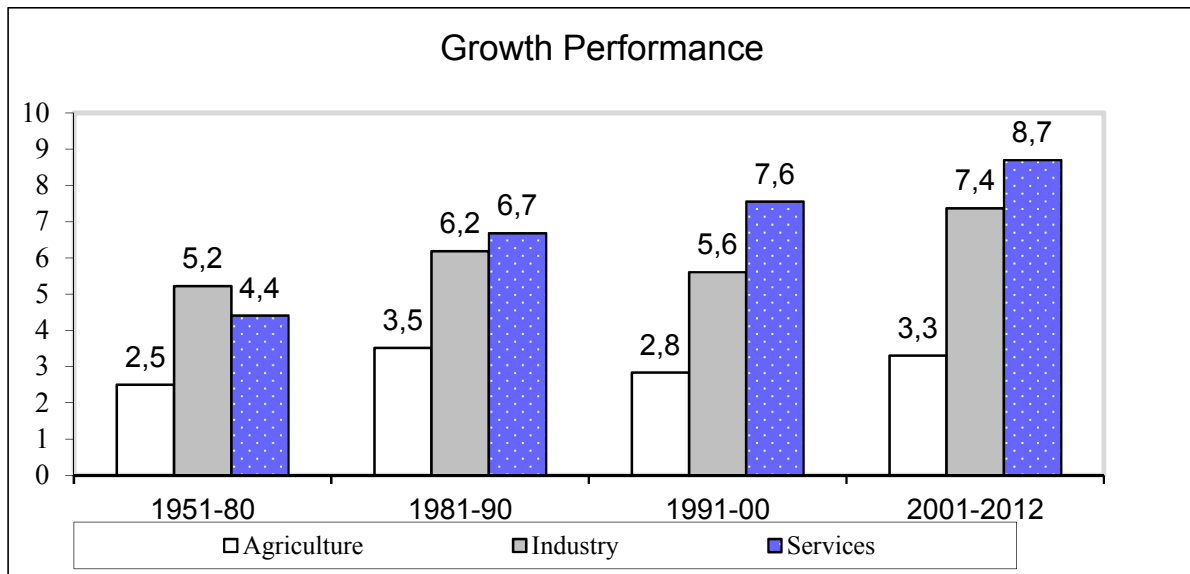
Graphe IV. Productivité Globale des Facteurs

La PGF de l'Inde dans les années 1980 était inférieure à celle des autres économies asiatiques. Depuis 2001, la PGF de l'Inde s'est rapprochée de celles des autres économies asiatiques émergentes, à l'exception de la Chine. La PGF de la Chine a rejoint celle des autres économies asiatiques après l'Inde mais a dépassé cette dernière en 2005 et a continué de croître depuis. Donc, alors que la structure de production en Inde est semblable à celles des autres économies asiatiques, celle-ci est confrontée à un défi commun. La Chine a et continue de dépasser les autres économies de la région en performance depuis 2005. Cela implique que l'Inde, à l'instar de toutes les économies émergentes dans le monde n'étant pas exportatrices de ressources, cultive un déficit de sa balance commerciale vis-à-vis de la Chine, n'étant pas capable de rivaliser avec ses niveaux de productivité. Il est intéressant de constater que les salaires en Chine sont 2,5 fois plus élevés qu'en Inde mais que la productivité y est 5 fois plus élevée. Donc, alors que les salaires en Chine évoluent suivant le revenu par habitant, l'effet habituel de transfert d'activités économiques intensives en main d'œuvre vers des économies en situation de main d'œuvre excédentaire tel qu'en Inde, ne se produit pas. La Chine reste compétitive du fait de ses fortes hausses de productivité.



Graphe V. Performance sectorielle de l'économie indienne

La transformation structurelle de l'Inde – décomposée par taille de secteurs – suit les mêmes tendances que celles des autres économies émergentes. Cela ne s'est cependant pas accompagné d'un transfert de sa main-d'œuvre dépendante de l'agriculture vers les autres secteurs – plus importants – de l'économie.

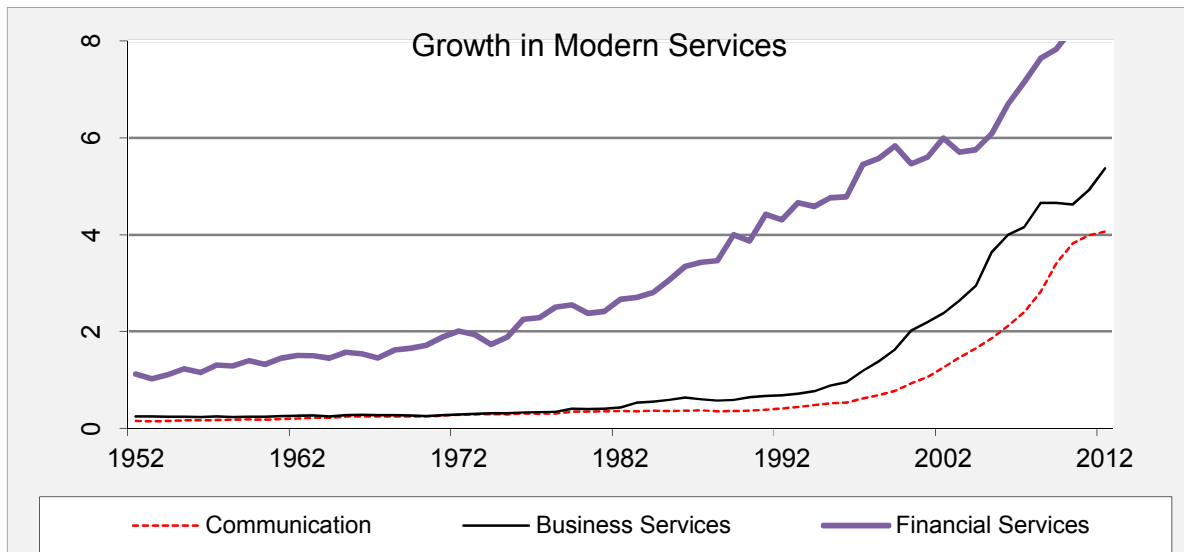


Graphe VI. Croissance des secteurs

Tableau1. Répartition en pourcentage des travailleurs de tous les âges par secteur d'activité

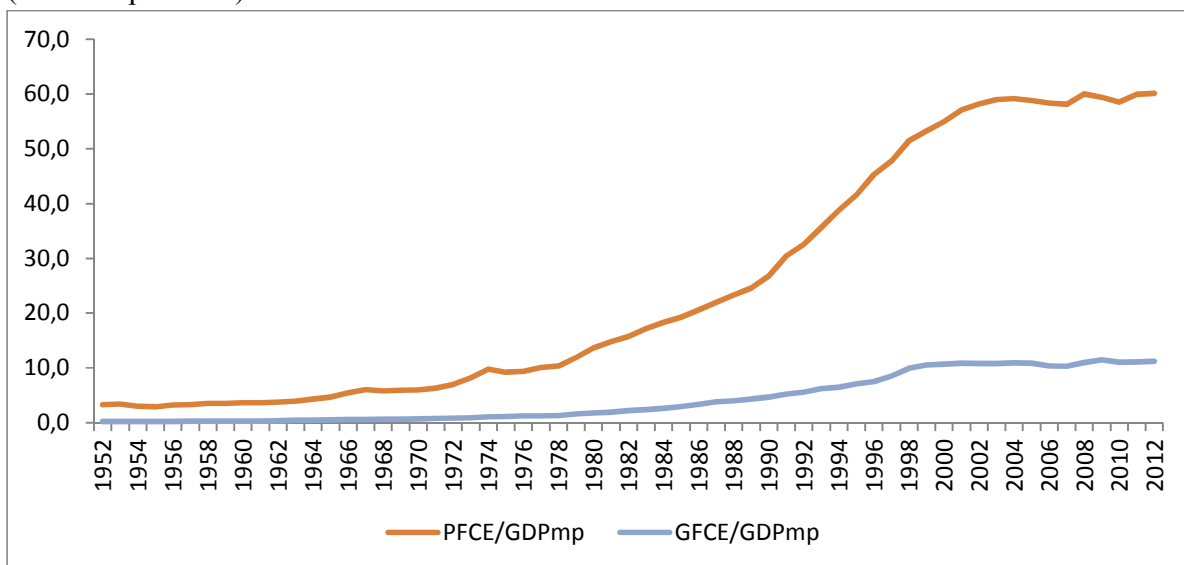
catégories de gens		agricole	secondaire	tertiaire
rural	homme	59,4	22,0	18,7
	femme	74,9	16,7	8,3
	gens	64,1	20,4	15,5
urbain	homme	5,6	35,3	59,1
	femme	10,9	34,0	55,1
	gens	6,7	35,0	58,3
rural+urbain	homme	43,6	25,9	30,5
	femme	62,8	20,0	17,2
	gens	48,9	24,3	26,8

La croissance des secteurs agricole et des services constitue actuellement le socle de l'économie indienne. La clé de tout développement futur passe nécessairement par une croissance soutenue dans le secteur manufacturier. Le secteur des services s'est considérablement déployé avec le développement des services modernes – les services financiers, les services du monde des affaires et de la communication représentent la part majoritaire contribuant à la croissance de ce secteur (voir Graphe VII).



Graph VII. *La croissance en services modernes dans le secteur des services*

Il y a une rupture structurelle claire dans les dépenses de consommation, qui remontent à l'ère précédant la transition de l'Inde vers une économie émergente. L'Inde a, en effet, stabilisé ses habitudes de consommation, la consommation totale représentant 70% et l'épargne 30% du PIB. (Voir Graph VIII)



Graph VIII. *Consommation et dépenses* (PFCE= dépenses en consommation finale des ménages; GFCE= dépenses en consommation finale du secteur public)

Le défi plus important cependant reste celui de la croissance inégale des habitudes de consommation. Le faible taux de croissance de la consommation en zones rurales reste également une source de préoccupation en matière de politique publique. Ceci est crucial pour le credo de la croissance inclusive en Inde. Le secteur rural que cela recouvre dépend toujours

fortement de l'agriculture, mobilisant une main-d'œuvre importante. Par ailleurs, la santé, les transports en commun, l'éducation – tous des biens tutélaires – représentent une part importante de la consommation privée en Inde rurale et urbaine.

Tableau2. Croissance des DCMH aux prix actuels et constants – Pan-Inde

	1993-94	2004-05	2009-10	2011-12
DCMH : rural (prix actuels en roupies)	281,4	558,78	927,7	1278,94
DCMH : rural (prix constants du 1987 au 88)	159,89	175,17	187,79	220,51
DCMH : urbain (prix actuels en roupies)	458,04	1052,36	1785,81	2399,24
DCMH : urbain (prix constants du 1987 au 88)	264,76	311,35	355,03	400,54

Tableau3. Part en pourcentage des dépenses de consommation par catégories de postes (y compris éducation et soins médicaux)

catégories de postes	rural			urbain		
	2004-05	2009-10	2011-12	2004-05	2009-10	2011-12
éducation	2,7	2,9	3,1	50	5,2	5,7
soins médicaux	6,6	5,7	6,9	5,2	5,0	5,5
loisirs	0,6	0,9	1,1	1,9	1,8	1,8
articles de toilette	2,7	2,5	2,4	2,6	2,5	2,4
d'autres biens ménagers	2,3	2,2	2,2	2,2	2,0	2,0
service consommateur hors						
transport	3,8	4,8	4,5	7,0	7,1	6,5
transport	3,8	4,0	4,8	6,5	6,5	7,5
petits biens durables	0,2	0,3	0,3	0,2	0,2	0,4
loyer	0,5	0,5	0,5	5,6	6,6	7,0
taxes and impôts	0,2	0,2	0,3	0,8	0,9	0,9
total	23,4	24,0	26,1	37,2	37,8	39,7

Le scénario budgétaire

La transformation budgétaire de l'Inde s'est opérée davantage aux niveaux infranationaux. Les capacités des états fédérés de l'Inde ont augmentées alors que l'Etat fédéral dispose de peu de marge pour mener une politique budgétaire anticyclique. Les choix et direction que prend l'Inde pour consolider son budget sont fortement influencés par la Commission des Finances, un organisme constitutionnel qui s'est récemment vu confié la tâche de proposer une feuille de route quinquennale pour l'Etat fédéral ainsi que pour les états fédérés pour leur assainissement budgétaire. La dernière (14^{ième}) Commission des Finances a remis son rapport en décembre dernier. Le tableau 4 résume la feuille de route recommandée par celle-ci.

Tableau4. Assainissement fiscal - feuille de route (du 2015-16 au 2019-20) - (% de surplus (-) and déficit (+) du PIB)

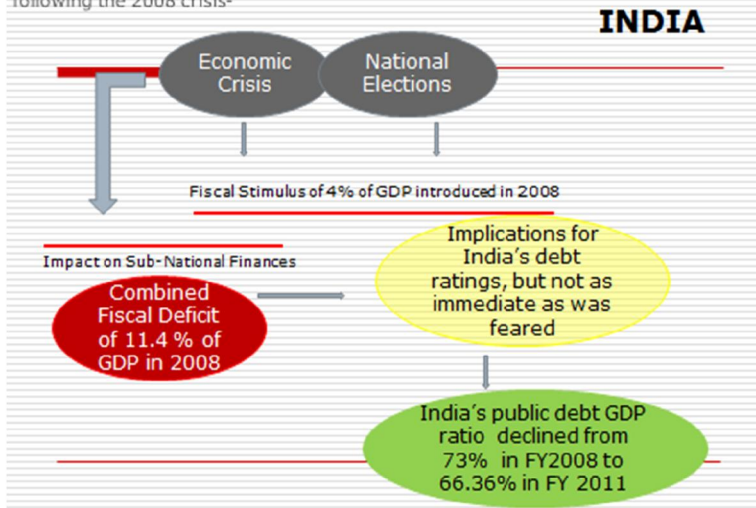
	2015-16	2016-17	2017-18	2018-19	2019-20
Déficit de recettes-Etat fédéral	2.56	2.25	1.79	1.36	0.93
Déficit de recettes-états fédérés	-1.07	-1.32	-1.6	-1.84	-1.88
Déficit de recettes consolidé	1.49	0.92	0.19	-0.48	-0.95
Déficit budgétaire-Etat fédéral	3.6	3	3	3	3
Déficit budgétaire-états fédérés	2.76	2.77	2.77	2.73	2.74
Déficit budgétaire consolidé	6.36	5.77	5.77	5.73	5.74
Dettes-Etat fédéral	43.6	41.41	39.49	37.79	36.3
Dettes-états fédérés	21.9	22.06	22.21	22.3	22.38
Encours des crédits de l'Etat fédéral	0.97	0.81	0.66	0.54	0.44
Encours des crédits consolidé	64.53	62.67	61.03	59.55	58.24

La feuille de route fait montre de progrès inégaux en matière d'assainissement budgétaire, ce qui comporte des éléments positifs et des motifs de préoccupation. Du côté optimiste, les états fédérés ne recourent plus à l'emprunt pour leur consommation. Il leur est demandé en fait de produire des excédents (recettes excédant les dépenses), apparaissant comme un chiffre positif dans la ligne marquée « déficit de recettes » ci-dessus. Ils peuvent par ailleurs entretenir un déficit de 3% de leur PIB. En terme de contribution, cela signifie que les états fédérés disposent d'un espace fiscal proche de 5% du PIB. Si l'Inde devient une économie de 4,000 milliards de dollars à l'horizon 2019-2020, cela implique que les états pourront investir dans l'économie la somme colossale de 200 milliards de dollars par an. Malheureusement, ceci ne s'applique pas à l'Etat central. Il est prévu que l'Etat doive emprunter pour assurer sa consommation pendant la même période. Cela signifie que l'espace budgétaire pour l'investissement public et pour les politiques de stabilisation – deux responsabilités majeures de l'Etat central – est très restreint. L'Inde se focalise aujourd'hui sur les réformes budgétaires au niveau du gouvernement fédéral. L'impression croissante, renforcée par le rapport du Comité des Finances, est que les états fédérés ont une meilleure gestion fiscale et devraient être accordés une autonomie fiscale plus importante, avec davantage de responsabilités en matière de dépenses et un rôle plus important en matière de provision de biens publics nationaux.

L'après-crise financière – politique budgétaire anticyclique

Dans le cas de l'Inde, la crise économique fut concomitante avec les élections législatives, ce qui signifie qu'une expansion fiscale avait été déjà mise en place juste avant le déclenchement de la crise mondiale. Des mesures de relance à hauteur de 4% de PIB furent annoncées dans le budget du gouvernement central en 2008. La crise toucha également les finances publiques des états fédérés, ce qui porta cette année-là le déficit budgétaire consolidé à 11,4% du PIB. Ceci eut des conséquences sérieuses sur la notation souveraine de l'Inde dans les années qui suivirent – du fait de la montée son haut déficit courants et de sa croissance. Mais viabilité moindre car ces de déficits n'ont de dynamique la dette publique, aux craintes des l'époque (Kumar 2009). Ainsi, le d'endettement rapport au PIB fait, diminué de 2009 à 66.36% en 2011–2012.

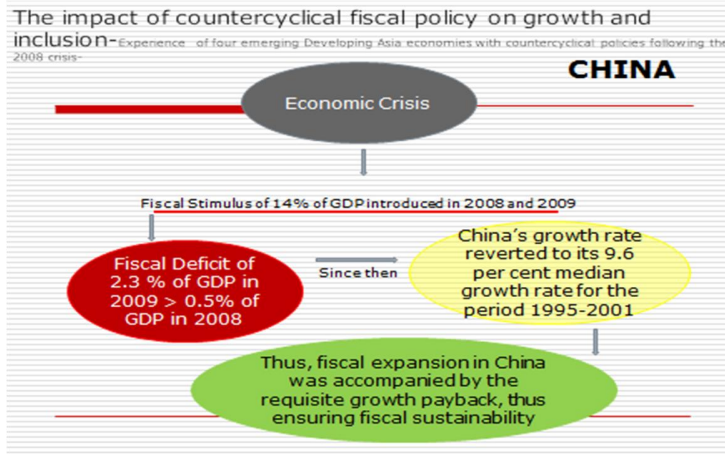
The impact of countercyclical fiscal policy on growth and inclusion- Experience of four emerging Developing Asia economies with countercyclical policies following the 2008 crisis-



en flèche de des comptes faible l'impact sur la budgétaire fut hauts niveaux pas déclenché défavorable à contrairement analystes de and Vashisht taux public par de l'Inde a, en 73% en 2008–

Pourquoi fut-ce le cas ? Dans une certaine mesure, cela s'explique par la pratique de prudence budgétaire de l'Etat central et des états fédérés mise en place par la 12^{ième} Commission des Finances (2004) et renforcée par la 13^{ième} Commission des Finances (2010). Ceci a conduit à davantage de discipline budgétaire au niveau des états fédérés, dont les déficits se sont baissés à des niveaux plus gérables pendant la période post-crise. Par contre, avec une inflation aux alentours de 10%, la valeur nominale du PIB a continué de monter plus rapidement que la valeur nominale de la dette. Ainsi les taux de viabilité de la dette purent-ils être maîtrisés. Par ailleurs, le faible taux d'endettement extérieur par rapport à la dette totale en Inde et la très haute proportion de dette à long terme au sein de cette dernière ont rendu la gestion de dette relativement facile. La viabilité de la dette n'a donc pas menacé les fondamentaux macroéconomiques de l'Inde. Par contre, la relance fiscale ne produisit pas les effets attendus en matière de croissance – la croissance de l'Inde est restée en deçà de celles des autres EME (économies de marchés émergents) et des BRIC – ce qui a suscité des difficultés macroéconomiques grandissantes pour l'Inde et donc une pression pour réduire les déficits, et donc l'espace budgétaire.

Dans le cas de la RPC, le gouvernement a initié une relance budgétaire massive à hauteur de 14% du PIB pour les exercices 2008 et 2009 (Yongdin 2010). Ils attendaient de ces mesures un déficit de recettes de 3% du PIB en 2009. Cependant, la RPC disposait déjà de beaucoup de marge de manœuvre. Les déficits de recettes avaient chuté à moins de 2% du PIB en 2004 et à moins de 0,5% du PIB en 2008 ; le déficit le plus élevé n'était que de 2,3% du PIB en 2009. Le taux de croissance médian de 9.6% de 1995 au 2011 fut donc maintenu et l'expansion budgétaire produisit ses effets de croissance, ce qui assura la bonne santé budgétaire.



La différence contrastant en matière de mesure au

différences en matière de santé budgétaire. Cela s'illustre bien par leurs expériences de mise en œuvre de politiques fiscales anticycliques pendant et après la crise financière de 2008. L'espace fiscal plus important de la Chine lui a permis de mettre en œuvre une politique de stimulus budgétaire massive. L'Inde, elle aussi, a mis en œuvre une relance modérée, mais avec une marge de manœuvre plus restreinte. Elle s'est de ce fait écartée quelque peu de l'objectif de consolidation budgétaire à moyen terme, sans que ses fondamentaux budgétaires soient pour autant touchés de manière significative. La différence, tout simplement, fut que la relance indienne n'a pas généré de croissance, alors la relance chinoise a réussi à le faire. La croissance comparativement faible de l'Inde a engendré des problèmes macroéconomiques, qui ont à leur tour rétréci davantage la marge de manœuvre fiscale, contrairement à la Chine.

structurelle l'Inde et la Chine en rôle de l'état se mieux par leurs

Le scénario de développement humain

Selon les tendances actuelles et une croissance projetée dans une fourchette de 7 à 9% du PIB, l'Inde sera, à l'horizon 2030, la quatrième économie mondiale, en taille absolue. Cet état de fait est célébré globalement ainsi que le fait que l'Inde aura la population active la plus jeune au monde, son dividende démographique devant atteindre son apogée d'ici 15 ans. Cependant, une forte démographie accompagnée d'une croissance rapide crée de nouveaux défis. En 2030, le revenu par habitant de l'Inde restera toujours inférieur à un-tiers de celui de la Belgique. Cette asymétrie pose un impératif de transformation structurelle fondamentale pour l'Inde pour les 15 ans à venir. En 2030, l'Inde sera un géant économique pas assez prospère que pour maintenir le statut quo en matière d'opportunités économiques. L'investissement dans le développement humain devient donc absolument prioritaire. Dans ce domaine, le déficit est alarmant. Actuellement, l'Inde se place juste derrière la Chine en terme de taux de croissance de PIB par

habitant. Cependant, sur le plan du développement humain, les performances de l'Inde sont abyssales sur tous les indicateurs (voir Tableaux 5-8).

Tableau 5. Croissance comparée dans quelques économies

Pays/Etat	Taux de croissance de PIB par habitant (%)					
	1980-1 au 1990-1	Rang	1990-1 au 2000-1	Rang	2000-1 au 2010-11	Rang
Chine	8,3	1	9,0	1	9,7	1
Inde	3,1	4	3,9	3	5,9	2
Bangladesh	0,9	5	2,6	5	4,4	3
Corée du Sud	7,5	2	4,7	2	3,5	4
Thaïlande	5,4	3	3,1	4	3,5	5

Tableau 6. Alphabétisation comparée dans quelques économies

Pays/Etat	Alphabétisation des jeunes âgés entre 15-24 ans (%)				
	Femme	Rang	Homme	Rang	
Chine	99	1	Chine	99	1
Thaïlande	98	2	Thaïlande	98	2
Bangladesh	78	3	Inde	88	3
Inde	74	4	Bangladesh	75	4

Tableau 7. Comparaison de l'espérance de vie à la naissance dans quelques économies

Pays/Etat	Prévision de l'espérance de vie (ans)				
	Femme	Rang	Homme	Rang	
Corée du Sud	84	1	Corée du Sud	77	1
Thaïlande	78	2	Chine	72	2
Chine	75	3	Thaïlande	71	3
Bangladesh	70	4	Bangladesh	68	4
Inde	67	5	Inde	64	5

Tableau 8. Taux de mortalité - moins de 5 ans (pour 1000 naissances vivantes) dans quelques économies

Pays/Etat	Taux de mortalité des enfants âgés moins de 5 ans (pour 1000 naissances vivantes)	
	Taux	Rang
Corée du Sud	5	1
Thaïlande	12	2
Chine	15	3
Bangladesh	46	4
Inde	61	5

La négligence du développement humain et de ses nombreuses conséquences a attiré peu d'attention depuis 6 décennies. L'Inde n'a pas non plus appris la leçon de l'émergence du reste

de l'Asie, où un développement humain fort a suivi au même rythme la croissance économique. Ce problème de politique publique se décompose en deux parties. Depuis le début des années 2000, le gouvernement central s'est attaché à augmenter les dépenses publiques pour le développement humain.

Ceci est louable en soi pour autant que les dépenses de l'Etat fédéral soient (a) suffisantes, et (b) se traduisent en provision de services publics. Or, ni l'un ni l'autre ne se sont produits. L'Inde dépense 3,9% de son PIB pour la santé publique comparée à 4,5% au Kenya et 5,4% pour le Népal. En 2011, les dépenses publiques en matière d'éducation étaient de 3,2%, contre 4,7% au Népal et 6,7% au Kenya. Ce qui a été dépensé le fut inutilement ou de manière inefficace. Parmi les 12 objectifs de développement humains et économiques fixés par le 11^{ème} Plan, l'Inde a réussi à n'en atteindre qu'un seul. Ceci impose une contrainte de politique économique sur l'objectif de réduction des déficits. Les acteurs du développement humain sont bien conscients de ces difficultés, et l'opacité du fonctionnement des services publics fragilise tout argument portant sur l'amélioration des systèmes de dépenses publiques. Il est plus facile et populaire d'exiger une croissance des dépenses, bien que tout le monde soit conscient du fait que ces augmentations de dépenses auront peu d'effet. Ainsi, si le gouvernement s'attelait à réduire les « mauvaises dépenses », comme les subventions publiques alimentaires par exemple, ces réductions seraient pour une large mesure annulées par des transferts de dépenses qui, dans le contexte actuel, ne produiraient pas les effets de développement désirés.

Le nouveau gouvernement a pris les premiers pas pour relever ce défi. Reconnaissant le fait que le développement humain se passe par des niveaux locaux, il a initié une dévolution massive vers les états fédérés. Ceci leur permettra d'avoir une plus grande flexibilité pour répondre aux défis des dépenses publiques plus efficaces et d'orienter des moyens vers les domaines prioritaires de l'état fédéré. En outre, le gouvernement central a réuni une Commission de Gestion des Dépenses, qui préparera une feuille de route pour améliorer la qualité et l'efficacité des dépenses publiques.

Aujourd'hui, on reconnaît le fait que l'émergence de l'Inde dépend de sa capacité de surmonter deux contraintes structurelles : infrastructures et dépenses insuffisantes, d'une part, et mauvaise exécution des programmes de développement humain, de l'autre.

Conclusion

Lors des échanges avec des investisseurs institutionnels à l'occasion d'une conférence récente au Singapore, on m'a dit que l' « histoire de l'Inde » était la seule qui valait quelque chose. C'est vrai que, comparée à d'autres économies émergentes et même à celles développées, l'attractivité de l'Inde comme destination d'investissements étrangers a augmenté. Ceci n'est guère surprenant vu ses taux de croissance - parmi les plus élevés au monde -, sa basse inflation, son taux de change stable et son déficit des comptes courants stable. L'émergence et ascension de l'Inde à cette position n'ont cependant pas suivi une trajectoire facile : taux de croissance volatiles, déficits structurels persistants en ce qui concerne la disponibilité des infrastructures et le rendement agricole, inflation et gestion de taux de change problématiques.

Est-ce que cette convergence de conditions idéales en Inde durera? La continuation de l'émergence de l'Inde se heurte à deux défis. Le premier est la sensibilité aux chocs exogènes. L'Inde est un importateur net de ressources énergétiques. Plus la croissance est forte et plus la dépendance en ressources extérieures s'accroît. Donc, la volatilité des prix des commodités affecte de manière significative la capacité de l'Inde à maintenir une forte croissance et à stabiliser l'inflation. Cela pose aussi un défi pour la gestion du taux de change. Alors que l'Inde était parvenue à maintenir des taux de change plus ou moins stables tout au long de la crise, les récentes fluctuations ont rendues l'Inde plus vulnérable. De plus, bien que le facteur de productivité en Inde soit analogue à celles des autres économies asiatiques et bien que les niveaux de salaire soient nettement moins élevés qu'en Chine, l'Inde s'avère incapable de concurrencer la capacité de la Chine à attirer des industries à forte intensité de main-d'œuvre. Le dividende démographique indien et le vieillissement de la population chinoise n'y change pas grand' chose.

Deuxièmement, il existe d'importantes contraintes endogènes requérant des changements structurels, pour que l'Inde puisse continuer à émerger. La première est le défi de la création d'emploi dans les secteurs productifs. Ceci implique des transformations socio-économiques majeurs dans une économie où 60% des actifs continue à dépendre de l'agriculture, secteur dont la contribution au PIB décroît avec le temps. Ce changement, combien même serait-il guidée de manière efficace, posera des défis immenses pour l'Inde, ne serait-ce qu'en matière d'urbanisation. Il faut se rappeler que les ressources de l'Inde restent sévèrement contraintes pour réaliser un tel objectif, le revenu par tête ne s'élevant pas dans la même mesure que la taille absolue de l'économie.

L'Inde est aujourd'hui confrontée aux défis liés à l'offre insuffisante dans le secteur des infrastructures et au défaut de gouvernance, ce qui pose des obstacles à sa capacité de continuer à transformer son développement. Des initiatives de politiques publiques récentes se concentrent sur ces défis. Mais le plus grand défi à long terme reste l'utilisation adéquate de l'opportunité qu'est son dividende démographique. Or, le rapport récent sur le développement humain de l'Inde montre que cette promesse reste non réalisée. La négligence continue du développement humain et ses conséquences de grande portée ne font guère l'objet des politiques publiques.

C'est un enseignement de l'émergence de ses voisins asiatiques que l'Inde n'a pas su retenir. Le sens futur des réformes dans ce domaine crucial permettra aux états fédérés de prendre la tête des dépenses, de la conception, et de l'exécution du développement humain, comme originalement prévu dans la Constitution indienne. Le gouvernement central agira en tant que facilitateur des politiques publiques et des connaissances, n'intervenant activement que pour corriger des iniquités spécifiques ou des échecs institutionnels. Vu que les cas de succès en développement humain en Inde ont eu lieu suite aux initiatives infranationales, ceci est certainement un pas vers la bonne direction.

L'Inde est confrontée aux importants défis, mais ni le gouvernement ni la société ne les ont laissé atteindre un niveau accablant. C'est peut-être cette recherche permanente des solutions et des moyens d'avancer en dépit de ce qui semble être des obstacles gigantesque qui rend l'Inde si remarquable ; c'est un pays de diversités, une démocratie vibrante qui est capable de résister même quand le reste du monde devient pessimiste. Je pense que c'est cette capacité de l'Inde de surprendre le monde et même ses propres citoyens, qui est l'ingrédient essentiel et unique de l'histoire de l'émergence de l'Inde.